



Compte rendu CGT 91 de la Formation Spécialisée 24 juin 2025

Déclaration liminaire

Une liminaire CGT pour alerter : le service public en danger (ci-jointe)

En ouverture, la CGT a pris la parole pour dénoncer la dérive actuelle de la DGFIP : désengagement de l'État, logique comptable destructrice, agents maltraités, collectifs broyés, perte de sens et conditions de travail en dégradation constante.

👉 Nous avons exigé :

- L'arrêt des restructurations et suppressions de postes,
- Le rétablissement d'effectifs suffisants,
- Un vrai bilan social de l'impact des transformations,
- La reconnaissance de la souffrance au travail comme priorité absolue.

“Ce que l'on fait à la DGFIP, c'est ce qu'on a fait à l'industrie : on détruit un pilier du vivre-ensemble.”

DUERP/PAP

DUERP / PAP : l'écart entre le papier et la réalité

Le DUERP (Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels) engage la responsabilité de l'employeur sur la santé et la sécurité des agents.

Le PAP (Programme Annuel de Prévention) devrait en être la déclinaison concrète.

Ce n'est pas le cas.

➔ **Exemple significatif** : une séance de sophrologie suffit à valider une action censée répondre à la surcharge de travail.

Mais rien n'est fait sur les effectifs ou l'organisation. Ce traitement symbolique masque la réalité structurelle.

Sur les risques psychosociaux : un silence coupable

La CGT alerte depuis des années sur les RPS, confirmés par l'Observatoire interne 2025 : surcharge, isolement, perte de sens, détresse psychologique.

Pourtant, le PAP 2024 reste muet sur ces enjeux.

Aucune mesure concrète n'est prévue pour :

- prévenir l'épuisement professionnel,
- renforcer les collectifs de travail,
- accompagner les agents en difficulté.

C'est une faute de gestion et un signal dangereux.

👉 **La CGT exige :**

La révision immédiate du PAP, avec des mesures ciblées, chiffrées, vérifiables,

Un tableau de bord trimestriel croisant exposition réelle et traitement effectif,

Que les actions ne soient validées que si elles agissent sur les causes réelles (pas juste une "offre bien-être").

Observatoire Interne

Observatoire interne : la crise de sens documentée

Les indicateurs d'état d'esprit et d'engagement sont alarmants. Les agents expriment lassitude, colère et fatigue, avec des verbatims explicites :

« ***On n'a plus les moyens d'exercer correctement notre métier.*** »

« ***Trop de réformes, trop vite, sans concertation.*** »

« ***Je ne me sens plus utile.*** »

Ce n'est pas une simple baisse de moral, mais une crise de sens du service public, nourrie par des réformes subies, un rythme effréné des changements et un sentiment d'exclusion des décisions.

—

Charge de travail, stress, sentiment d'abandon

Constats partagés avec le DUERP :

- Encadrement sous pression, peu perçu comme soutien.
- Absence de reconnaissance.
- Opacité des décisions, injustices dans l'avancement.

Mais le PAP n'y répond pas.

Et l'enquête reste incomplète : aucune ventilation par catégories A, B, C.

Comment objectiver les écarts de perception entre un agent C à l'accueil et un cadre A à l'encadrement ?

👉 **Nous exigeons :**

- Une restitution détaillée et ventilée par catégorie, service par service,
- Un retour aux agents organisé par les chefs de service,
- Une transparence totale sur les diagnostics comme sur les réponses.

Protection Sociale Complémentaire

Refus du modèle Alan, alerte intersyndicale

À l'initiative de la CGT, une motion intersyndicale a été portée pour dénoncer la mise en œuvre chaotique de la PSC et le choix opaque de l'opérateur Alan (hors Code de la mutualité).

"Le choix d'Alan symbolise un recul social maquillé en modernité. La CGT exige transparence, droit de choix, et moyens syndicaux renforcés. La santé ne doit pas devenir une source de profit."

PCE

Réorganisation PCE : zones d'ombre persistantes

Le périmètre est arrêté :

- Expertise centralisée à Corbeil,
- Programmation centralisée à Massy à compter du 1er septembre.

Une période de transition doit permettre d'apurer les stocks d'ici là.

➔ Problèmes soulevés par la CGT :

- Quelles missions pour les agents affectés à Massy ?
- Quelles conditions d'intégration au pôle programmation (habilitations, gestion des stocks...) ?
- Aucune anticipation des conséquences par la direction. Réponse attendue.

➔ Déménagement prévu fin août via la BIL, sans travaux préalables.

➔ Habilitations élargies envisagées pour les CDS/RH, création de BALF spécifiques.

Fiches de signalements

Signalement : nouveau rôle pour les assistants de prévention

"Le guide en cours de diffusion prévoit désormais que l'assistant de prévention puisse initier une fiche sur simple contact avec l'agent, dans un cadre défini. Cela doit renforcer la réactivité face aux situations à risque."

Questions Diverses

Validation du regroupement sur le site de Mazières.

Le problème actuel est de trouver le budget nécessaire (4,3 millions d'euros).

La CGT interroge la direction : pourquoi ce site est-il priorisé alors que d'autres, comme Massy, présentent des besoins plus urgents ?

Réponse : le site du 128 n'appartient pas à l'État et sera rendu d'ici 2027, générant une économie de 700 000 euros par an.

Rappel sur les trottinettes dans les bureaux (Étampes, Évry, Juvisy).

Il est interdit de garer ou de brancher des trottinettes dans les bureaux. Des parkings sécurisés sont à disposition.

La CGT alerte sur le risque incendie, confirmé par plusieurs faits récents dans l'actualité.

Suspension du télétravail au SDE d'Étampes.

La CGT a saisi la direction sur la suspension généralisée du télétravail en juillet et août, décidée unilatéralement par la cheffe de service.

Cette mesure est contraire au décret de 2016, à l'accord-cadre Fonction publique de 2021, et à la note RH2C DGFIP, qui imposent une suspension individuelle, motivée et proportionnée.

La CGT demande un réexamen immédiat de cette décision, contraire à l'équilibre vie professionnelle / vie personnelle et au dialogue social local.

Conclusion CGT

☹ Ne plus laisser la souffrance être maquillée en bien-être

Nous refusons les "solutions bien-être" qui masquent la réalité des conditions de travail.

Nous demandons des réponses structurelles : moyens humains, transparence, reconnaissance.

Nous continuerons à porter la parole des agents, jusqu'au bout.

[Vos représentants CGT Finances Publiques 91:](#)

***Nadia SEKROUF, Murielle Le Pissart, Odile Rouiller, Ghislaine Bidenne, Nathalie Custos,
Loréna Hernandez***